

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 (1).

Tableau XV : Affaires Économiques

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN DE VYVERE.

MESSIEURS,

Le budget a été admis par toutes les Sections.

Au cours de l'examen qui en a été fait, plusieurs membres ont posé des questions au sujet de l'organisation générale et du fonctionnement du Département. Il a paru utile, afin de répondre à ces questions, et de mieux fixer l'affectation des crédits, de demander à l'administration des renseignements sur l'ensemble de son activité.

Ce sont ces renseignements que le rapporteur a classés et résumés.

Le Ministère des Affaires Économiques a été créé par arrêté royal du 12 octobre 1917 et a repris par arrêté royal du 1^{er} juin 1918 les attributions du Ministère de la Reconstitution Nationale.

Ses attributions ont pour objet, aux termes du Rapport au Roi, le problème de la restauration économique et de la politique commerciale.

Il a pour tâche d'étudier ce problème dans toute son étendue et sous toutes ses formes, il doit « établir dans le domaine économique, en collaboration avec les autres Départements une intelligente unité de conception et diriger l'œuvre de la reconstitution économique d'après un plan méthodique ».

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHelynck, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*. BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

ORGANISATION.

L'Administration centrale du Département a été créée par l'arrêté royal du 13 octobre 1917.

Elle comporte :

- 1° Le Cabinet du Ministre ;
- 2° Le Secrétariat général ;
- 3° L'Office des Études Economiques et de la Documentation ;
- 4° L'Inspection de l'Industrie dont dépendent :
L'Office des Recherches Industrielles et l'Office des Questions Commerciales ;
- 5° L'Office des Questions Financières et du Contentieux ;
- 6° L'Office des Dommages de Guerre ;
- 7° L'Inspection Générale de la Reconstitution Économique comprenant :
L'Office des licences et l'Office du charbon ;
- 8° L'Office de l'Hygiène sociale de l'Enfance ;
- 9° Les Services de Restitution.

Sont rattachés au Département :

- a) Le Secrétariat de la Commission interalliée des Réparations ;
- b) L'Office de Vérification et Compensation institué en vertu de l'article 296 du Traité de Versailles.

C'est pour l'ensemble de cette administration centrale qu'est sollicité le crédit de 1,793,400 francs formant le total du chapitre premier.

*
* *

Il n'est pas sans intérêt d'en parcourir les différentes branches.

Les services du cabinet du Ministre et du secrétariat général ne sont pas différents de ce qu'ils sont dans les autres administrations, et il est inutile, de s'y arrêter.

Mais les différents offices constituent des services entièrement nouveaux, dont les attributions et le fonctionnement méritent d'être connus.

*
* *

I. — L'Office des études économiques et de la documentation est un organe de recherche scientifique. Il poursuit les études théoriques et statistiques nécessaires pour orienter les travaux du département.

Il s'efforce de réunir au Département une bibliographie étendue, et de la classer méthodiquement. Il publie chaque semaine le *Bulletin de Documentation Économique*, que les membres du Parlement connaissent.

Comme services extérieurs, se rattachent à l'office de documentation les Comités d'études économiques et les délégations du Ministère des Affaires économiques à Berne, Rome, Londres et Washington.

Les crédits affectés à cet objet ne sont pas portés au budget ordinaire, mais aux articles 240 et suivants du budget des dépenses extraordinaires. La raison en est que ces organismes sont considérés comme essentiellement temporaires.

II. — **L'Inspection de l'Industrie** fournit l'étude de la révision des tarifs douaniers au point de vue technologique et industriel, fait des enquêtes au sujet de l'approvisionnement des matières premières nécessaires à l'industrie, étudie leur situation au point de vue technique et de la production, etc,

III. — **L'Office des questions commerciales** est chargé de l'étude de la politique commerciale du pays ; il élabore les travaux de statistique commerciale, statistique des exportations et des importations des principaux pays, prépare les négociations relatives à la conclusion de traités de commerce et collabore à la révision des tarifs douaniers ; étudie le développement du commerce extérieur et les questions relatives aux expositions, etc.

IV. — **L'Office des recherches industrielles** a pour objet l'étude de l'organisation scientifique du travail ; la standardisation de la production, la centralisation de la force motrice, les recherches en vue des applications industrielles, etc. étudie les ressources du sol et du sous-sol de la Belgique et des Colonies, organise les rapports entre l'industrie et les inventeurs, effectue des recherches pour les services publics, réunit la documentation technique.

V. — **L'Office des questions financières et du contentieux** a dans ses attributions tout ce qui concerne les finances privées dans leurs rapports avec l'Etat, les mesures à prendre en vue de la régularisation du change (Commission des changes) l'exécution des clauses du traité de paix relatives aux créances sur des sujets ennemis, la protection des intérêts financiers belges à l'étranger.

Cet office est, en outre, chargé des questions relatives à la mise sous séquestre et à la liquidation des biens et des intérêts ennemis et des questions concernant les contrats d'avant guerre avec les sujets ennemis.

VI. — **L'Office des dommages de guerre** relève tout entier du budget extraordinaire. Il a dans ses attributions tout ce qui a trait à la réparation des dommages de guerre, préparation et exécution des lois et arrêtés en la matière ; organisation des tribunaux de dommages de guerre, avances administratives, transactions, examens, exécution des décisions judiciaires, étude des travaux législatifs et doctrinaux des pays étrangers, organisation et surveillance des pays étrangers, organisation et surveillance des sociétés coopératives de sinistrés agréées par le Département, etc.

Cet office comprend :

Une Direction générale,

Une Inspection générale,

Trois Directions :

a) La première Direction a pour attributions : l'application et l'interprétation des lois des 24 février-10 mai et 10 juin 1919 sur la réparation des dommages aux personnes et aux biens et l'examen de toutes les questions

juridiques qui s'y rattachent, l'examen des demandes d'avances administratives et des transactions et avances, l'application de l'accord franco-belge sur la réciprocité en matière de dommages de guerre.

b) La deuxième Direction s'occupe de l'application de l'arrêté-loi du 23 octobre 1919 et de la loi du 28 avril 1920 : organisation des tribunaux et des commissariats (personnel, locaux, matériel, etc.) procédure, discipline.

c) La troisième Direction procède aux travaux de constatation et d'expertise du matériel restitué et récupéré, assure le service de la surveillance du remploi et de l'exécution des décisions des Cours et Tribunaux des dommages de guerre.

A la date du 15 avril 1920, les sommes suivantes avaient été allouées à titre de réparation des dommages subis du fait de guerre.

A. — Dommages aux biens.

1° *Sommes allouées par jugements* : fr. 989,491,579.68 à 10,846 intéressés.

2° *Avances accordées par arrêtés royaux spéciaux* pris en exécution de la loi du 24 février 1919, en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, de la Société coopérative intercommunale des Eaux, de la Société anonyme des Installations Maritimes de Bruxelles, de la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges, de la Compagnie du Chemin de fer du Nord Belge, de la Compagnie du Chemin de fer de Chimay, de la Compagnie du Chemin de fer de Gand-Terneuzen, de la Compagnie du Chemin de fer de Malines-Terneuzen : 258,150,000 francs.

3° *Avances accordées aux chefs d'entreprises industrielles ou commerciales sur bons de réquisitions* émanant de l'autorité allemande : fr. 217,938,172.50, répartis entre 778 bénéficiaires.

4° *Avances par voie administrative* : fr. 25,906,521.75, répartis entre 5,477 bénéficiaires.

5° *Transactions de moins de 2,000 francs* : fr. 5,652,228.90, montant de 5,079 transactions.

6° *Avances par l'intermédiaire de coopératives de sinistrés* : 19,799,975 frs répartis entre 1,507 sinistrés membres de coopératives.

La Fédération des coopératives de sinistrés a été fondée le 25 juillet 1919. Une décision du Ministre des Affaires économiques, en date du 15 décembre 1919, simplifiant considérablement la procédure employée par la Fédération a été mise en vigueur le 15 janvier 1920. Depuis cette date la Fédération des coopératives, qui a pour mission de centraliser toutes les opérations des Sociétés coopératives régionales ou locales, de proposer au Ministre des Affaires économiques, les avances à faire, d'escompter les titres au profit de ses membres a obtenu des résultats importants : à la date du 29 avril, 280 coopératives ont été agréées, 2,031 avances pour un montant de 52,504,800 francs ont été allouées.

Il est à remarquer que ces opérations n'intéressent que 98 coopératives en plein fonctionnement, les autres sociétés sont encore en voie d'organisation ou n'ont pas terminé l'étude des premiers dossiers qui leur ont été soumis.

Le total s'élève à francs : 1,514,938,077.85.

B. — Dommages aux personnes.

Il convient d'ajouter à ces chiffres les dommages aux personnes, qui s'élèvent au 15 avril à la somme de 15,492,653 francs répartis entre 8,118 intéressés.

Ils se divisent comme suit :

En vertu de 3,689 jugements il a été accordé des pensions représentant 13,666,437 francs et des indemnités aux déportés et victimes atteintes d'incapacité temporaire, atteignant 1,557,226 francs, outre une somme de 268,970 francs, représentant le montant de 128 jugements accordant des allocations provisionnelles.

Au total fr. 1,550,430,710,83 intéressant 31,813 personnes.

VII. — L'Inspection Générale de la Reconstitution Économique s'occupe des questions générales et renseignements concernant la Reconstitution, règle les relations avec les sections économiques en Allemagne occupée, etc.

Les crédits afférents à cette Inspection sont portés au budget extraordinaire. Cette administration comprend :

1° L'Office des licences :

L'importation et l'exportation des produits a fait jusqu'à ce jour, l'objet de réglementations successives, toutes les fois que la restauration économique du pays l'exige.

A. EXPORTATION. — Régimes successifs d'exportation qui ont été appliqués par l'Office des Licences.

L'arrêté-loi du 7 novembre 1918 a conféré au Roi pendant toute la durée de la guerre le pouvoir de prendre les mesures généralement quelconques pour réglementer l'importation, le transit et l'exportation par les frontières de terre ou de mer de toutes les denrées ou marchandises et de tous les fonds, titres, valeurs ou monnaies. Ces dispositions ont été prorogées par une loi du 6 septembre 1919 jusqu'au 1^{er} juillet 1920.

L'Arrêté royal du 11 décembre 1918 pris en exécution de l'Arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, à l'importation et au transit des marchandises de toute nature, prorogé par la loi du 6 septembre 1918, a donné au Gouvernement le pouvoir de réglementer le commerce avec l'étranger.

En décembre 1918, tous les produits étaient soumis à la licence d'importation et d'exportation.

Au fur et à mesure que les circonstances l'ont permis, des arrêtés ministériels ont été pris pour rendre au commerce la plus grande liberté possible.

C'est dans cet esprit que les arrêtés ministériels des : 30 juillet 1919 (*Moniteur* du 1^{er} août 1919), 17 septembre 1919 (*Moniteur* du 19 septembre), 24 octobre 1919 (*Moniteur* du 26 octobre) ont réduit considérablement le nombre des produits ressortissant au Ministère des Affaires Économiques dont l'exportation était soumise à licence.

L'Arrêté du 24 octobre 1919 n'a maintenu la licence que pour 15 produits :

a) *Aciers en demi-produits : lingots, brames, blooms, billettes et largets.* — Ces produits constituent des matières premières indispensables aux usines transformatrices du pays.

b) *Bois de mines.* — L'industrie charbonnière a un besoin très considérable de ces bois pour étançonner les galeries, et il avait été constaté que, étant donné les difficultés d'importation, la liberté d'exportation aurait rapidement raréfié cette marchandise sur le marché belge.

c) *Bonbonnes et cylindres pour gaz comprimés et liquéfiés.* — Sous l'occupation, les Allemands ont réquisitionné et expédié en Allemagne un nombre considérable de ces bonbonnes. Après l'armistice, un grand nombre de ces récipients étaient éparpillés dans le pays. Les propriétaires de ces cylindres craignaient que des mercantis ne les vendent à l'étranger. Sur l'intervention du groupement des gaz comprimés et liquéfiés, l'exportation a été prohibée, il en est résulté que les bonbonnes se trouvant à l'intérieur du pays ont fait retour aux propriétaires légitimes.

d) *Ciments.* — La licence a été maintenue afin de contrôler l'exportation et de permettre d'assurer les besoins nationaux. Sans entraves à l'exportation et étant donné les besoins sans limites de l'extérieur, tous les ciments belges auraient été exportés.

e) *Combustibles minéraux.* — La pénurie de ces matières justifie suffisamment le maintien de la licence.

f) *Cuir en poils de bœufs, taureaux, vaches, génisses, peaux en laine de moutons, peaux de lapins brutes.* — C'est une matière première indispensable à la confection de la chaussure. La majorité des pays étrangers ont également interdit l'exportation des peaux brutes.

g) *Graines de lin, de colza et autres graines oléagineuses.* — Ces graines constituent une matière première très nécessaire aux industriels, fabricants d'huile.

h) *Lin sous toutes ses formes (cette rubrique comprend le lin brut, le lin teillé et les étoupes).* — Le déficit mondial de la production du lin brut peut être évalué actuellement à 80 p. c., par rapport à la production de 1913. L'industrie de la filature rencontre de sérieuses difficultés pour s'alimenter à suffisance. Le principal producteur est la Russie qui ne fournit actuellement presque rien à la Belgique.

i) *Mitrailles et déchets métalliques de toutes espèces.* — Etant donné le taux du change et le taux élevé du fret, le prix de revient des minerais livrés aux usines belges est considérable. Les mitrailles provenant de la récupération ou du butin de guerre ne manquent pas dans le pays. Rien n'est donc plus naturel que de conserver ces matières premières, surtout étant donné que les étrangers auraient tout avantage à venir rassembler ces produits sur notre marché.

j) *Os.* — La licence a été maintenue parce que l'exportation risquerait d'annihiler les efforts des industriels belges de fabrication de colle et de gélatine. La prohibition d'exportation a eu une très heureuse influence sur la reprise de l'activité de cette industrie.

k) *Osiers*. — Matière première très intéressante qui promet d'occuper dans les Flandres un nombre considérable de bras. Cette matière première faisait sérieusement défaut en 1919, les Allemands ayant réquisitionné tous les stocks disponibles et ayant même détruit en les exploitant à outrance de nombreuses oseraies.

l) *Scories de déphosphoration, sulfate d'ammoniaque, superphosphate*. — Ce sont des engrais indispensables à l'agriculture. Lorsque les besoins nationaux sont satisfaits, le surplus peut être exporté. Le département des Affaires Économiques est en liaison étroite avec le ministère de l'Agriculture pour ouvrir ou fermer la frontière. L'arrêté du 9 février 1920 (*Moniteur* du 11) a rétabli la licence d'exportation pour les *métaux précieux*. Cette mesure a été prise parce qu'il avait été porté à la connaissance du département que des individus peu scrupuleux se livraient au trafic de l'or et de l'argent; ils fondaient les espèces monnayées pour les exporter, sous forme de lingots à l'étranger. La cause favorisant était la dépréciation de notre change.

Les arrêtés ministériels des : 3 février 1920 (*Moniteur* du 12), 13 février 1920 (*Mon.* du 19), ont rétabli les licences pour les *bois, les tuiles et les ardoises pour toitures* à la demande expresse du Ministère de l'Intérieur qui a un besoin urgent de ces matériaux de construction pour la reconstruction des régions dévastées.

L'arrêté du 27 février 1920 (*Moniteur* du 2 mars) a rétabli la licence pour les *papiers pour journaux* à la suite d'une démarche du consortium de la Presse belge, qui a signalé les sérieuses difficultés que rencontraient les quotidiens belges pour assurer le tirage régulier de leurs journaux.

L'arrêté du 16 mars 1920 (*Moniteur* du 18) rétablit la licence pour les *engrais chimiques*, sur l'intervention du Ministère de l'Agriculture qui nous a signalé que les étrangers raréfiaient ces produits en Belgique à la faveur de la situation de notre change.

L'arrêté du 17 mars 1920 (*Moniteur* du 20) rétablit la licence d'exportation pour les *fûts de bois vides*.

Cet arrêté a été pris à la suite de démarches du consortium des brasseurs de l'Union des marchands de bières et du Groupement des fabricants de corps gras et d'huiles minérales, qui tous se plaignaient de ce que l'étranger achetait à n'importe quel prix les stocks disponibles.

Seuls les fûts ne pouvant convenir à l'industrie nationale peuvent être exportés.

L'arrêté du 27 mars 1920 (*Moniteur* du 30) a rétabli la licence pour :

- a) Le *carbonate de soude*, les besoins nationaux n'étaient plus satisfaits;
- b) Le *phosphate*, matière première nécessaire à l'industrie de la fabrication des engrais chimiques;
- c) Les *produits de la distillation de la houille*. Il y a un besoin impérieux de maintenir dans le pays certains de ces produits qui sont employés soit comme combustible, soit comme matière première pour toute une série d'autres industries.

B. — Importation.

L'arrêté royal du 11 décembre 1918, pris en exécution de l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, confère au Gouvernement le pouvoir de réglementer le commerce avec l'Extérieur tant pour l'exportation et le transit que pour l'importation.

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1919 (*Moniteur* du 15) a dispensé de licence toute une série de marchandises dont l'importation avait été reconnue indispensable.

Vu les circonstances spéciales dans lesquelles se trouvait la Belgique après l'armistice, étant donné qu'il y avait un besoin énorme en matières de toutes espèces, l'arrêté ministériel du 29 janvier 1919 (*Moniteur* des 3 et 4 février 1919) a dispensé de licence l'importation de toutes les denrées ou marchandises soumises au contrôle du Ministère des Affaires Économiques.

Cette liberté à l'importation a subsisté jusqu'au jour où l'Allemagne, cessant d'être considérée comme un pays ennemi, les puissances alliées ou associées ont décidé que les relations économiques pouvaient être rétablies avec elle. Afin d'éviter que l'Allemagne ne puisse à la faveur de son change inonder la Belgique de nombreux produits et vienne concurrencer ou annihiler les efforts des industries belges qui essayaient de se reconstituer, un arrêté ministériel, en date du 7 mai 1919 (*Moniteur* des 12 et 13 mai) a rétabli la licence d'importation *pour tous les produits d'origine allemande*.

L'arrêté ministériel du 10 juin 1919 (*Moniteur* du 25) a rétabli la licence *pour les armes de toutes espèces et de toute provenance*.

Dès qu'il a été constaté que la protection temporaire accordée aux industries en voie de reconstruction avait soutenu ces dernières suffisamment pour leur permettre de résister à la concurrence allemande, des arrêtés ministériels ont été pris qui ont réduit considérablement le nombre de produits restant soumis à licence (Arrêtés ministériels des 15 octobre 1919 (*Moniteur* du 16), 10 février 1920 (*Moniteur* du 11), 12 mars 1920 (*Moniteur* du 18)).

Actuellement l'obligation de la licence ne subsiste que pour 12 séries de produits.

a) *Automobiles et motocycles*. — Ce sont des engins de transport : comme tels ils peuvent être importés mais ils constituent également des articles de luxe. Un contrôle est indispensable, surtout, étant donné l'état actuel du change.

b) *Cartes postales illustrées et impressions destinées à l'industrie du tabac*. — La fabrication de ces articles est une spécialité allemande et de tous temps le pays a été inondé de cette marchandise. Grâce au maintien de la licence les industriels belges ont une occasion unique de faire connaître et apprécier leur marchandise par le consommateur belge; de plus l'importation de ces produits n'est guère intéressante au point de vue de la restauration nationale.

c) *Colorants à base d'aniline*. — La licence a été maintenue surtout pour faciliter le travail de la Commission des Réparations et empêcher que des

mercantis ne se procurent en Allemagne des colorants à valoir sur les stocks que l'Allemagne doit livrer aux Alliés en vertu du Traité de Paix.

d) *Cuivre étiré, laminé, coulé, etc.* — Permettre à l'industrie nationale, dévastée par l'occupant, de renaître.

e) *Films non impressionnés pour cinématographie, papiers, cartons, plaques et pellicules sensibilisés pour photographie.* — La Belgique fournit tous ces produits très appréciés en quantité suffisante. Son développement est malheureusement entravé du fait que la plupart des pays étrangers ont mis de sérieuses entraves à l'importation. Le marché qui, avant la guerre, était mondial est plutôt devenu national. Une certaine protection était donc nécessaire pour sauvegarder les intérêts belges.

f) *Jouets.* — L'Allemagne est le plus grand producteur de jouets. Depuis la guerre, des œuvres belges très intéressantes, occupant notamment de nombreux mutilés, essayent de créer et surtout de donner un grand essor à la fabrication de ces articles. De là le maintien de la licence.

g) *Machines de toutes espèces.* — Après la conclusion de l'armistice, les ateliers de construction belges étaient vides, l'occupant ayant systématiquement réquisitionné toutes les machines. Les industriels ont fait de sérieux efforts pour se relever de leurs ruines. Grâce à la protection que le Gouvernement leur a accordée, le résultat ne s'est pas fait attendre.

La prohibition est loin d'être absolue; elle est simplement contrôlée et les licences sont accordées pour satisfaire à tous les besoins urgents et aux industriels sérieux.

h) *Munitions pour armes.* — Mesure de protection prise dans l'intérêt général.

1. *Ponts, charpentes et autres constructions métalliques.* — Ces ouvrages constituent un assemblage de profilés dont le montage peut s'effectuer sans difficulté dans le pays et permet d'utiliser un grand nombre de bras.

L'arrêté ministériel du 12 mars 1920 (M. du 18) a rétabli la licence d'importation pour l'éther sulfurique sur la demande du Ministre des Finances qui craignait qu'une importation non contrôlée ne jette une perturbation dans l'écoulement régulier de l'alcool industriel fabriqué sous le contrôle du Gouvernement.

L'arrêté ministériel du 7 mai 1920 n'a maintenu l'obligation des licences pour les marchandises d'origine allemande que pour les colorants à base d'aniline, les jouets et machines de toutes espèces utilisées dans l'agriculture, y compris leurs pièces détachées (*Moniteur* du 11 mai 1920).

2. — Office des charbons.

Ce service comprend trois directions :

La première traite les affaires générales, s'occupe de l'approvisionnement en charbon des industriels et des particuliers, des relations avec les pays étrangers, accorde les licences d'exportation, organise les fournitures de charbon par l'Allemagne en exécution du Traité de paix, etc.

La deuxième direction s'occupe des questions techniques (statistiques

concernant la production, établissement des barèmes, des prix officiels des charbons, études diverses relatives à l'économie des combustibles en général.

La troisième direction procède à l'étude du problème de la répartition des combustibles; établit les rapports destinés à la Commission de Répartition et étudie les mesures d'exécution et de contrôle que comportera la répartition du charbon.

L'activité de l'Office des Charbons s'est spécialement manifestée par son intervention auprès des charbonnages pour l'envoi de combustibles aux industriels et aux communes qui ne pouvaient s'en procurer.

Il a réglementé, en commun accord avec l'administration des chemins de fer, la question de l'expédition et de la réexpédition des charbons, ainsi que de la saisie des charbons constitués en stock dans un but d'accaparement.

L'Office des charbons a obtenu la fixation du contingent pour les usines à gaz et procède en ce moment à l'étude des restrictions qu'il y aurait lieu éventuellement d'apporter à l'éclairage dans le but d'économiser le combustible.

L'Office s'occupe en outre de l'étude des conventions passées avec les différents pays pour la livraison de charbon contre compensation.

Dans cet ordre d'idées, et pour répondre à la question posée par la sixième Section de la Chambre, il résulte des renseignements donnés par le Gouvernement que les fournitures de charbons en France sont rigoureusement limitées à celles qui font l'objet de contrats passés avec le Gouvernement de la République; la pénurie de combustible en Belgique ne permet point actuellement pour cette raison d'envisager la possibilité de ravitailler les usines belges situées en France à proximité de la frontière. Les industriels intéressés peuvent obtenir de participer au contingent belge en y étant autorisé par le Bureau National des Charbons dépendant du Ministère français des Travaux Publics et établi, 107, boulevard Raspail, à Paris.

VIII. — Services de Restitution. Les services de restitution se subdivisent en :

A) *Services de la Restitution industrielle* qui procèdent aux termes du protocole d'armistice à l'identification et à la réexpédition des machines et matériels enlevés par le pouvoir occupant, et se trouvant en Allemagne ou en France.

B) *Services de la Restitution des valeurs* qui s'occupent, à la demande des sinistrés, de la restitution des valeurs, cautions, objets d'art, titres, documents, bijoux et de l'exécution des clauses financières du Protocole d'armistice.

C) *Service de la Recupération du Bétail.*

* * *

A) Au 30 avril 1920, les services de la Restitution industrielle avaient identifié en Allemagne 14,369 machines d'un poids de 77,000 tonnes, comprenant depuis les plus petites machines (tels des moteurs électriques de

1/4 HP) jusqu'à des installations complètes de trains, de laminoirs ou de centrales électriques.

La valeur des restitutions peut être difficilement établie ; en prenant pour prix de base 1.25 le kilogramme, la valeur totale s'élèverait à 96,250,000 frs (cours de 1914) soit, en appliquant le coefficient 4 pour déterminer la valeur actuelle 385,000,000 francs.

Les services belges de restitution en France ont procédé à l'expédition ou assurent, en ce moment, le transport en Belgique de 1,480 machines et de 857 wagons et 426 locomotives représentant une valeur actuelle estimée au moins à 23,576,000 francs.

En Belgique, le nombre total des machines examinées et attribuées, s'élève à 12,403 représentant une valeur globale de 74,454,000 francs ; pour le matériel en vrac le chiffre atteint 54,561 tonnes, soit valeur 1914 : 8,698,500 et actuellement 34,794,000 francs.

Les services de restitution ont par ce fait apporté une aide féconde à la reprise de l'industrie.

Mentionnons pour mémoire les restitutions opérées au chemin de fer.

A la date du 13 avril 1920, la Commission Interalliée de récupération du matériel mobile dépendant du Ministère des Affaires Économiques avait restitué à l'Administration des Chemins de fer :

Locomotives à marchandises :	1,782
Locomotives à voyageurs :	481
Wagons couverts :	24,001
Wagons tombereaux :	39,642
Wagons plats :	7,875
Wagons spéciaux :	456
Wagons citernes :	411
Voitures voyageurs :	3,963
Fourgons :	1,636

Au total 2,263 locomotives et 77,985 wagons et voitures. La valeur totale actuelle approximative des locomotives est de 622,000,000 de francs ; celle des wagons et voitures de 1,113,000,000 de francs.

b) Les services de restitution des valeurs ont procédé à la restitution en espèces de sommes atteignant 2,235,000,000 de francs.

En titres, bijoux, argenterie, objets d'art, armes, etc., 200,000,000 de francs, outre de nombreux livres de commerce, dossiers, bons de réquisition, archives, matériel scientifique, cloches, etc.

c) Service de récupération du bétail.

Le butin de guerre récupéré par l'armée belge d'occupation en Allemagne comportait notamment 77 bovidés et 3,433 chevaux et mules. D'autre part, en vertu du Protocole d'armistice, 66 étalons ont pu être ramenés en Belgique.

Quant aux résultats obtenus par l'exécution de l'article 233 du Traité de Versailles, relatif à la restitution par équivalence, ceux-ci ont permis au ser-

vice de la Récupération agricole en Allemagne de ramener en Belgique à la date du 5 mai 1920 :

24,066. bovins
1,499 chevaux
14,291 ovins
3,470 caprins
19,805 volailles.

ORGANISMES RATTACHÉS AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

I. — Office de Vérification et de Compensation.

Les dépenses prévues sont portées à l'article 233 du budget extraordinaire.

Cet Office a pour objet le règlement des dettes réciproques entre la Belgique et l'Allemagne.

Le Gouvernement belge a adhéré au mode de règlement des dettes entre l'Allemagne et la Belgique prévu par l'article 296 du Traité de Versailles.

Cet article dispose que les dettes en question seront réglées par l'intermédiaire d'offices de vérification et de compensation. L'Office belge a été créé par Arrêté royal du 3 décembre 1919. Les membres de son Conseil de direction et son directeur ont été désignés par un Arrêté royal en date du 6 décembre 1919 fixant le statut organique de l'Office.

Le travail préliminaire à l'activité de celui-ci a déjà été accompli : il a été procédé au recensement des créances belges sur l'Allemagne. Un arrêté royal du 3 décembre 1919 interdit aux personnes ayant des créances sur des sujets allemands de se mettre en rapports directs avec eux en vue d'en obtenir le recouvrement, de manière à les faire passer par l'Office de compensation.

II. — Secrétariat de la Commission des réparations.

Les dépenses prévues sont portées aux articles 243 et suivants du budget extraordinaire.

Commission des réparations.

Les attributions et le statut général de la Commission des réparations a fait l'objet des articles 231 à 244 du Traité de Versailles.

Le Comité d'organisation de la Commission des réparations a arrêté, en séance plénière du 9 décembre 1919, le plan d'organisation et de fonctionnement de cette Commission. Celle-ci comprendra des organismes nationaux et un organisme international ; elle fixera pour chaque délégation la somme qui est allouée à celle-ci sur le budget international pour le paiement de ses fonctionnaires. Le service international comprend le secrétariat général et les services généraux ; au secrétariat général se rattachent les services suivants : procès-verbaux, personnel et matériel, traductions, archives et cour-

riers, reproduction des documents. Les services généraux sont répartis comme suit : services financier — maritime — restitution et réparations en nature — évaluations (comprenant les évaluations et réclamations) d'une part et les évaluations des biens propriétés, valeurs et parts de dettes à transférer, d'autre part) — services juridiques, études, informations et statistiques.

**Secrétariat à Bruxelles de la Délégation Belge
à la Commission des Réparations.**

Créé le 1^{er} septembre 1919, le Secrétariat de la Délégation belge à la Commission des Réparations a deux directives générales nettement distinctes et toutes deux d'extrême importance.

1^o Il réunit et recherche pour la Délégation belge à la Commission des Réparations à Paris toute documentation et argumentation utile pour discuter des points figurant au programme de ladite Commission des Réparations ou que celle-ci est appelée à examiner.

2^o Il est ensuite un organisme d'exécution pour les décisions prises à Paris par la Commission des Réparations et qui doivent être appliquées à la Belgique tant par son intermédiaire direct que par l'intermédiaire des divers départements ministériels éventuellement intéressés.

Les principales questions traitées par le Secrétariat à Bruxelles de la Délégation belge à la Commission des Réparations ont été les suivantes :

Matières colorantes.

Le Secrétariat à Bruxelles de la Délégation Belge à la Commission des Réparations s'est occupé de la répartition parmi les industriels intéressés des produits colorants fournis par l'Allemagne à la Belgique en vertu des stipulations du Traité de paix de Versailles.

Toutes les mesures d'exécution ont été prises tout d'abord pour la fourniture de 300 tonnes revenant à la Belgique en vertu de l'accord passé par l'application anticipée du Traité de Paix, ensuite pour la répartition provenant du surplus des stocks non prélevés en vertu de cet accord et finalement pour la répartition de produits à prélever sur la production journalière normale des usines allemandes.

Ces diverses opérations ont été traitées dans le but de protéger à la fois les intérêts de l'industrie et ceux du Trésor.

Produits pharmaceutiques.

Les mêmes opérations ont eu lieu en ce qui concerne la répartition en Belgique des produits pharmaceutiques concédés par le Traité de paix.

Restitution par équivalence.

Les listes dressées conformément au paragraphe 2 de l'annexe 4 de la partie VIII, relatives au matériel et matériaux à demander à l'Allemagne par

équivalence et pour la restauration des régions envahies ont été entièrement dressées et établies par les soins du service.

Restitutions artistiques.

Diverses conférences ont eu lieu à l'intervention du Secrétariat de la Commission des réparations entre les délégations des techniciens belges et allemands au sujet de l'application du premier paragraphe de l'article 247 du Traité de Paix, relatif à la reconstitution de l'Université de Louvain. Ce service s'est en outre occupé de l'application du 2^e paragraphe de l'article 247 relatif à la remise à la Belgique des trésors artistiques se trouvant aux musées de Berlin et de Munich, ainsi que de la restauration des établissements d'enseignement supérieur (Universités de l'État et École militaire).

Domages.

De multiples cas de dommages ne rentrant pas dans le cadre des lois nationales ont été soumis au Secrétariat à Bruxelles de la Délégation belge à la Commission des réparations qui en a fait un examen particulièrement attentif. Le service spécial créé à cet effet a également étudié la question de l'estimation des dommages subis par la Belgique.

Bétail.

Le Secrétariat à Bruxelles de la délégation belge à la Commission des Réparations s'est occupé de l'organisation des services de récupération et de réception en Allemagne du cheptel, etc., qui doit nous être livré en vertu des stipulations du Traité de Paix. En plus de l'organisation des questions de recrutement de personnel, il a été veillé à ce que les fournitures nécessaires pour l'acheminement vers la Belgique des animaux récupérés soient faites régulièrement et 100,000 liens pour bétail ont été ainsi envoyés par nos soins en Allemagne.

Divers.

Parmi les diverses questions importantes traitées par la Commission des Réparations, et pour lesquelles le Secrétariat à Bruxelles de la délégation belge à la Commission des Réparations a servi d'intermédiaire, il y a lieu de citer :

L'organisation des livraisons de charbons à la Belgique et au Luxembourg et des moyens de transport, la question de frais des armées d'occupation, l'étude de la reprise des communications postales, télégraphiques et téléphoniques internationales, de l'utilisation du matériel d'armistice et des transports en transit par la Belgique de charbons destinés à la France ainsi que de l'établissement de nos réclamations concernant les pertes maritimes par risques de guerre et les pertes de la batellerie fluviale, l'allocation des navires en gestion, la gestion des bateaux citernes accordés à la Belgique, l'établissement de la dette belge au 11 novembre 1918, l'établissement des droits de

la Belgique sur les navires condamnés par la Cour des Prises, la vérification de titres que l'Allemagne désire vendre pour assurer son ravitaillement et qui pourraient être frappés d'opposition et la fourniture par l'Allemagne de 250 tonnes de semences d'avoine et de 50 tonnes de semences d'orge nécessaires à l'agriculture belge ont également fait l'objet d'études de ce service.

CHAPITRE II DU BUDGET.

OFFICE DE L'HYGIÈNE SOCIALE DE L'ENFANCE.

On a posé la question : Sur quelle base sont distribués les subsides aux œuvres de l'enfance ?

La loi du 5 septembre 1919 qui organise l'OEuvre nationale de l'enfance détermine les principes suivant lesquels ces subsides sont distribués. En ce qui concerne les consultations de nourrissons, gouttes de lait, cantines maternelles et œuvres de repas scolaires, ces subsides se répartissent sur la base de la moitié des dépenses à charge de l'État, 1/4 à charge de la province et 1/4 à charge de la commune. A l'exception des consultations de nourrissons pour lesquelles il n'était pas possible de prévoir un maximum de subside par enfant, il est établi pour chacune des autres œuvres un chiffre au delà duquel les pouvoirs publics n'interviennent plus. Pour les gouttes de lait, ce chiffre est fixé à fr. 0.80 par ration journalière. Pour les cantines maternelles, à fr. 1.20; pour les repas scolaires, à fr. 0.20; pour les repas accordés aux enfants débiles, à 1 franc. Ces décisions ont fait l'objet d'un arrêté royal sur la proposition du Conseil Supérieur des OEuvres de l'enfance.

Suivant les principes qui sont à la base de la loi du 5 septembre 1919, les œuvres disposent d'une grande autonomie; le subside doit leur être accordée dès qu'elles réunissent les conditions fixées par la loi et les règlements d'application de l'OEuvre nationale. D'après l'article 3 de la loi, les règles de répartition des fonds dont l'OEuvre nationale disposerait par dons, legs ou autrement en faveur des consultations de nourrissons, des œuvres de protection de la première enfance et des cantines scolaires, seront égales pour toutes les œuvres de chacune des catégories fonctionnant sur le territoire de la même localité et agréées par l'OEuvre nationale.

En application des dispositions ci-dessus l'OEuvre nationale doit donc se borner à vérifier si les œuvres réunissent les conditions fixées par les lois, arrêtés royaux et règlements pour être agréées et dès qu'elles sont agréées calculer le chiffre du subside. Aux termes du même article 3, la liste des subsides répartis entre les diverses œuvres sera publiée annuellement au *Moniteur belge*. L'OEuvre nationale est entrée effectivement en action le 1^{er} janvier 1920; avant cette date, les subsides ont été accordés par le Comité national de Secours et d'Alimentation en liquidation. La liste de tous les subsides qui sont accordés dans le courant de l'année 1920 sera donc publiée au *Moniteur* au début de l'année 1921.

Il a été constitué au Ministère des Affaires Économiques un Office d'Hygiène Sociale de l'enfance. Ce service est chargé d'assurer la surveillance du

fonctionnement de l'OEuvre nationale, de contrôler l'emploi des fonds mis à sa disposition. Il est placé sous la direction du Ministre des Affaires Économiques. Il s'occupe en même temps de tout ce qui concerne la protection de la santé de l'enfant au point de vue administratif dans tous les domaines que la loi n'a pas réservés à l'OEuvre nationale.

Telles sont les activités multiples du nouveau Département.

La distinction entre les attributions temporaires et les attributions permanentes n'est pas toujours facile à faire, et la répartition des crédits entre l'ordinaire et l'extraordinaire pourrait, sur certains points, prêter à discussion.

Rien n'empêche d'accepter pour l'exercice en cours les propositions gouvernementales. La revision de cette répartition pourra se faire pour les exercices suivants, à la lumière de l'expérience.

Le Rapporteur,

A. VAN DE VYVERE.

Le Président,

EMILE BRUNET



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MEI 1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 (1).

Tabel XV : Economische Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DE VYVERE.

MIJNE HEEREN,

De begrooting werd door al de Afdeelingen aangenomen.

In den loop van het onderzoek, stelden verscheidene leden vragen in zake de algemeene inrichting en de werking van het Departement. Om deze vragen te beantwoorden, om de bestemming der credieten nader en met meer kennis van zaken te kunnen bepalen, kwam het dan ook geraden voor, aan het bestuur zelf inlichtingen te vragen over zijne werkzaamheden in het algemeen.

Deze inlichtingen zijn het, welke door onzen verslaggever werden gerangschikt en samengevat.

Het Ministerie van Economische Zaken werd opgericht bij koninklijk besluit van 12 October 1917 en nam, bij koninklijk besluit van 1 Juni 1918, de bevoegdheden over van het Ministerie van 's Lands Herstel.

Naar luid van het Verslag aan den Koning, behelzen zijne bevoegdheden het vraagstuk van het economisch herstel en van de handelspolitiek.

Het heeft in opdracht, dit problema in al zijnen omvang en onder al zijne vormen te bestudeeren; het moet, « samenwerkend met de overige Departementen, op economisch gebied, het tot stand brengen van eene bedachtzame begripseenheid en de leiding van het economisch herstel volgens een methodisch plan ten doel hebben ».

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, *ondervoorzitters*, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyveré, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

INRICHTING.

Het Hoofdbestuur van het Departement werd ingericht bij koninklijk besluit van 13 October 1917 :

Het bestaat uit :

- 1° Het Kabinet van den Minister ;
- 2° Het Algemeen Secretariaat ;
- 3° Den Dienst voor Economische studiën en documentatie ;
- 4° Het Nijverheidstoezicht, waarvan afhangen :
De Dienst voor Nijverheidsoopzoeken en de Dienst der Handelsvraagstukken ;
- 5° Den Dienst der Financieele vraagstukken en der betwiste zaken ;
- 6° Den Dienst voor oorlogsschade ;
- 7° Het algemeen toezicht voor het Economisch herstel, bevattend :
Den Dienst der vergunningen en den Dienst voor de steenkolenbedeeling ;
- 8° Den Dienst voor de sociale hygiëne der kindsheid ;
- 9° De Diensten voor de Terugvordering.

Aan het Departement zijn verbonden :

- a) Het Secretariaat der Intergeallieerde Vergoedingscommissie ;
- b) De Dienst voor Nazicht en Vergelding, ingesteld krachtens artikel 296 van het Verdrag van Versailles.

Voor geheel dit hoofdbestuur wordt een crediet van 1,795,400 frank aangevraagd, hetwelk het totaal van het eerste hoofdstuk uitmaakt.

*
* *

Het is niet van belang ontbloot, de verschillende vertakkingen er van na te gaan.

De diensten van het Kabinet van den Minister en van het Algemeen Secretariaat verschillen niet van die der overige besturen en het is onnoodig er te blijven bij stilstaan.

Doch de onderscheiden Diensten zijn volstrekt nieuw ; het is dan ook der moeite waard, hunne bevoegdheden en hunne werking nader kennis te nemen.

*
* *

I. — De **Dienst voor economische studiën en documentatie** houdt zich bij uitstek met wetenschappelijke opzoeken bezig. Hij wijdt zich aan theoretische studiën en statistiek, die tot verderen leidraad voor de werkzaamheden van het Departement strekken.

Hij zorgt voor een uitgestrekte bibliographie en voor eene methodische rangschikking derzelve. Elke week laat hij het *Bulletin de Documentation Economique* verschijnen, dat van al de Kamerleden gekend is.

Als uitwendige diensten hangen van dezen documentatiedienst af de Comiteiten voor economische studiën en de afvaardigingen van het Ministerie van Economische Zaken te Bern, te Rome, te Londen en te Washington.

De met dit doel uitgetrokken credieten werden niet in de gewone

begrooting opgenomen, maar wel bij de artikelen 240 en volgende van de begrooting der buitengewone uitgaven, omdat deze inrichtingen hoofdzakelijk als van tijdelijken aard worden aangezien.

II. — Het **Nijverheidstoezicht** bestudeert de herziening der tollarieven in technologisch en nijverheidsoptzicht, houdt zich bezig met onderzoekingen in zake de bevoorrading in grondstoffen noodig voor de nijverheid, gaat hun toestand na op technisch gebied en op dat der voortbrenging, enz.

III. — De **Dienst der Handelsvraagstukken** is belast met de studie van 's Lands handelspolitiek; hij houdt zich bezig met de handelsstatistiek, met de statistiek van in- en uitvoer in de voornaamste landen, met de voorbereiding der onderhandelingen tot het sluiten van handelsverdragen en werkt mede aan de herziening der tollarieven; hij bestudeert de uitbreiding van den handel in het buitenland en de vraagstukken betreffende de tentoonstellingen, enz.

IV. — De **Dienst voor Nijverheidsoptzoekingen** heeft ten doel, de wetenschappelijke inrichting van den arbeid te bestudeeren, alsmede de verbetering der voortbrenging door eenmaking, het centraliseeren der drijfkracht, de optzoekingen met het oog op de toepassingen in de nijverheid, enz.; hij bestudeert de opbrengsten van den Belgischen grond en ondergrond en van die der Koloniën, richt de betrekkingen in tusschen nijveraars en uitvinders, doet optzoekingen voor de openbare diensten, documenteert zich op technisch gebied.

V. — De **Dienst der financieele vraagstukken en der betwiste zaken** is belast met al wat de private financiën betreft, in hunne betrekkingen met den Staat, met de te treffen maatregelen tot het regelen van den wisselkoers (Wisselcommissie), met de ten uitvoerlegging der bepalingen van het vredesverdrag wat onze schuldvorderingen op vijandelijke onderdanen betreft, met de bescherming der Belgische financieele belangen in het buitenland.

Deze dienst is daarenboven belast met de zaken betreffende het dwangbeheer en de vereffening van de vijandelijke goederen en belangen en met de zaken betreffende de vóóroorlogschie overeenkomsten met de vijandelijke onderdanen.

VI. — De **Dienst voor oorlogsschade** hangt heel en al van de buitengewone begrooting af. Tot zijne bevoegdheid behoort al wat de vergoeding der oorlogsschade, de voorbereiding en de uitvoering der wetten en besluiten dien-aangaande betreft, evenals de inrichting der rechtbanken voor oorlogsschade, voorschotten van bestuurswege, dadingen, onderzoekingen, uitvoering van rechterlijke beslissingen, studie der wetten en leerstelsels in het buitenland, inrichting van en toezicht op de samenwerkende maatschappijen voor geteisterden, door het Departement toegelaten, enz.

Deze dienst omvat :

Een Algemeen Bestuur ;

Een Algemeen Toezicht ;

Drie Besturen :

a) Tot de bevoegdheid van het eerste Bestuur behooren de toepassing en de verklaring der wetten van 24 Februari, 10 Mei en 10 Juni 1919 op de vergoeding voor schade veroorzaakt aan personen en goederen en het onderzoek van alle rechtskundige vragen in verband daarmee, het onderzoek der aanvragen tot het bekomen van voorschotten van het bestuur en der overeenkomsten en voorschotten, de toepassing van de schikking getroffen tusschen Frankrijk en België betreffende de wederkeerigheid in zake oorlogsschade.

b) Het tweede Bestuur houdt zich bezig met de toepassing van het besluit-wet van 23 October 1919 en van de wet van 23 April 1920 : inrichting der rechtbanken en commissariaten (personeel, lokalen, materieel, enz.), rechtspleging, tucht.

c) Het derde Bestuur houdt zich bezig met de vaststelling en de schatting door deskundigen van het teruggegeven en teruggevorderd materieel; het verzekert den dienst van het toezicht op de wederbelegging en de tenuitvoerlegging van de beslissingen der Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade.

Op 15 April 1920 waren de volgende sommen toegekend geworden als vergoeding voor wegens den oorlog geleden schade.

A. — Schade aan goederen.

1^o *Sommen toegekend bij rechterlijke uitspraak* : fr. 989,491,379.68 aan 10,846 belanghebbenden.

2^o *Voorschotten toegestaan bij bijzondere koninklijke besluiten* genomen ter uitvoering van de wet van 24 Februari 1919, ten behoeve van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, van de Intercommunale Samenwerkende Maatschappij voor Watervoorziening, van de Naamlooze Vennootschap der Zeevaartinrichtingen te Brussel, van de Maatschappij der Zeevaartinrichtingen te Brugge, van de « Compagnie du Chemin de fer du Nord Belge », van de « Compagnie du Chemin de fer de Chimay », van de Spoorwegmaatschappij Gent-Terneuzen, van de Spoorwegmaatschappij Mechelen-Terneuzen : 258,150,000 frank.

3^o *Voorschotten, toegestaan aan de hoofden van nijverheids- of handelondernemingen, op opvorderingsbons* uitgaande van de Duitse overheid : 217,958,172.50 frank, verdeeld onder 778 belanghebbenden.

4^o *Voorschotten van bestuurswege* : 25,906,321.75 frank, verdeeld onder 5,477 belanghebbenden.

5^o *Dadingen van minder dan 2,000 frank* : fr. 5,632,228.90 bedrag van 5,079 dadingen.

6^o *Voorschotten door bemiddeling van samenwerkende maatschappijen van geteisterden* : 19,799,975 frank, verdeeld onder 1,307 geteisterden, leden dier maatschappijen.

Het Verbond der samenwerkende maatschappijen van geteisterden werd

gesticht op 23 Juli 1919. Eene beslissing van den Minister van Economische Zaken, d. d. 15 December 1919, waarbij de door het Verbond gevolgde rechtspleging in hooge mate werd vereenvoudigd, trad in werking op 15 Januari 1920. Sindsdien heeft het Verbond der samenwerkende maatschappijen, dat in opdracht heeft al de verrichtingen der gewestelijke of plaatselijke samenwerkende maatschappijen te centraliseeren, aan den Minister van Economische Zaken de te verleenen voorschotten voor te stellen, de titels ten behoeve zijner leden te disconteeren, belangrijke uitslagen bekomen : op 29 April waren 280 samenwerkende maatschappijen toegelaten geworden, 2,034 voorschotten, voor een gezamenlijk bedrag van 32 miljoen 304,800 frank, waren toegestaan geworden.

Er dient te worden opgemerkt dat die verrichtingen maar betrekking hadden op 98 samenwerkende maatschappijen die volop in werking waren; de overige maatschappijen zijn nog niet heel en al ingericht en hebben nog de studie niet voleindigd van de eerste dossiers die aan hun onderzoek werden onderworpen.

Het totaal bedraagt fr. 1,514,938,077.83.

B. — Schade aan de personen.

Bij deze cijfers dienen de vergoedingen voor schade aan de personen te worden gevoegd, die op 15 April de som van 15,492,633 frank bedroegen, onder 8,418 belanghebbenden verdeeld als volgt :

Krachtens 3,639 rechterlijke uitspraken werden pensioenen verleend voor een bedrag van 13,666,437 frank en vergoedingen aan de gedepor-teerden en slachtoffers met tijdelijke onbekwaamheid om te werken, ten bedrage van 1,537,226 frank, behalve eene som van 268,970 frank, vertegenwoordigend de door 128 vonnissen toegestane tegemoetkomingen bij voorraad.

In het geheel, fr. 1,530,430,710.83, ten behoeve van 31,813 personen.

VII. — Het algemeen toezicht op het Economisch Herstel houdt zich bezig met de vraagstukken van algemeen aard en met de inlichtingen betreffende de wederinrichting; hij regelt de betrekkingen met de economische afdeelingen in bezet Duitschland, enz.

De credieten, voor dezen dienst bestemd, zijn op de buitengewone begrooting uitgetrokken.

Dit beheer bevat :

1^o Den *Dienst der vergunningen* :

De in- en uitvoer der producten werd tot heden achtereenvolgens aan verschillende regelingen onderworpen, telkens als 's Lands economische wederopbouw zulks vereischt.

A. *Uitvoer*. — Verschillende stelsels in zake uitvoer, door den Dienst der vergunningen achtereenvolgens toegepast.

Het besluit-wet van 7 November 1918 heeft aan den Koning, gedurende gansch den oorlog, de macht verleend om welke maatregelen ook te treffen tot regeling van den invoer, den doorvoer en den uitvoer, over de grenzen

te lande en te water, van alle eetwaren of goederen en van alle fondsen, titels, waarden of munten. Deze bepalingen werden bij de wet van 6 September 1919 verlengd tot 1 Juli 1920.

Bij koninklijk besluit van 11 December 1918, genomen ter uitvoering van het besluit-wet van 7 November 1918 betreffende den uitvoer, invoer en doorvoer van goederen van allen aard, verlengd bij de wet van 6 September 1918, werd aan de Regeering de macht verleend om den handel met het buitenland te regelen.

In December 1918 waren alle producten aan in- en aan uitvoervergunning onderworpen.

Naar gelang de omstandigheden het toelieten; werden ministerieele besluiten genomen om aan den handel de grootst mogelijke vrijheid terug te schenken.

Met dit doel hebben de ministerieele besluiten van 30 Juli 1919 (*Staatsblad* van 1 Augustus 1919 17 September 1919), (*Staatsblad* van 19 September), 24 October 1919, (*Staatsblad* van 26 October) in groote mate het aantal producten verminderd, waarover het Ministerie van Economische Zaken het beheer heeft en waarvan de uitvoer aan vergunning is onderworpen.

Het besluit van 24 October 1919 heeft de vergunning alleen gehandhaafd voor 15 producten :

a) *Staal in half-bewerkte producten : staven, pletstaven, wolven, baren en platen.* — Deze voortbrengselen zijn onmisbare grondstoffen voor de omzettingsfabrieken van het land.

b) *Mijnhout.* — De kolennijverheid heeft een zeer aanzienlijke behoefte aan zulk hout, om de mijngangen te steunen, en men had vastgesteld dat, met de tegenwoordige moeilijkheden van den invoer, de vrijheid van uitvoer binnen zeer korten tijd schaarschte aan die bouwstoffen op de Belgische markt zou medebrengen.

c) *Korfflesschen en cylinders voor samengeperste en vloeibare gassen.* — Tijdens de bezetting hebben de Duitschers een groot aantal dier korfflesschen opgeëischt en naar Duitschland verzonden. Na den wapenstilstand waren talrijke korfflesschen en gascylinders over heel het land verspreid. De eigenaars er van vreesden dat de woekerhandelaars ze in den vreemde zouden gaan verkoopen. Door bemiddeling van de maatschapij voor samengeperste en vloeibare gassen, is de uitvoer verboden geworden, waardoor dan ook de in 't land voorhanden korfflesschen weer in het bezit van de rechtmatige eigenaars gekomen zijn.

d) *Cement.* — De vergunning werd gehandhaafd ten einde toezicht te oefenen op den uitvoer en te voorzien in de behoeften van het land. Zonder beperking van uitvoer en ten aanzien van de eindeloos groote behoeften van het buitenland, ware al het Belgische cement uitgevoerd geworden.

e) *Steenkolen.* — De mangel van die stoffen is voldoende om het handhaven der vergunning te wettigen.

f) *Leder van ossen-, stieren-, koeten-, vaarzenhuiden, schapenvellen, ruwe konijnenvellen.* — Dit is een onmisbare grondstof voor het maken van

schoeisels. Meest alle vreemde landen hebben insgelijks den uitvoer van ruwe vellen verboden.

g) *Lijnzaad, koolzaad en andere oliehoudende zaden.* — Deze zaden vormen hoogst noodige grondstoffen voor de nijverheid der olieslagers.

h) *Vlas in allen vorm (hieronder is begrepen ruw vlas, gezwingeld vlas en werk).* — Het tekort aan voortbrenging van ruw vlas, over de heele wereld, kan thans geraamd worden op 80 t. h., met betrekking tot de opbrengst van 1913. De spinnerij ondervindt groote moeilijkheden om voldoende voorraad op te doen. De voornaamste voortbrenger is Rusland, hetwelk voor 't oogenblik nagenoeg niets aan België levert.

i) *Ijzer en metaalafval van alle slag.* — Gezien den stand van den wisselkoers en de hooge vrachtprijzen, loopt de kostende prijs van het aan de Belgische fabrieken geleverde erts zeer hoog.

Aan oud ijzer, herkomstig van de inzameling of van oorlogsbuit, is geen gebrek in het land. Het spreekt dus vanzelf dat die grondstoffen in het land moeten blijven, vooral daar de vreemdelingen er alle belang zouden bij hebben, onze markt daarvan te komen schoonvegen.

j) *Beenderen.* — De vergunning is gehandhaafd, omdat, ten gevolge van den uitvoer, de krachtsinspanning van de Belgische lijn- en gelatinefabrikanten zou verijld worden. Het uitvoerverbod daarvan heeft een zeer weldoenden invloed gehad op de hervatting van de bedrijvigheid in dat vak.

k) *Teen.* — Zeer belangrijke grondstof, die in Vlaanderen zeer veel arbeidskrachten zal kunnen aan werk helpen. Aan deze grondstof was groot gebrek in 1919, doordat de Duitschers geheel den beschikbaren voorraad hadden opgeëischt en zelfs talrijke teenvelden, door buitensporige ontginning, vernietigd hadden.

l) *Phosphorslakken, zwavelzure ammoniak, superphosphaat.* — Dit zijn onontbeerlijke meststoffen voor den landbouw. Wanneer in de eigen behoeften voorzien is, kan het overvloedige uitgevoerd worden.

Het Departement van Economische Zaken staat voortdurend in betrekking met het Ministerie van Landbouw voor het openen of sluiten der grenzen. Bij besluit van 9 Februari 1920 (*Staatsblad* van 11) is de uitvoervergunning voor edele metalen opnieuw opgelegd. Deze maatregel is getroffen, omdat het Departement vernomen had dat gewetenlooze kerels handel in goud en in zilver dreeven; zij smolten de geldspecie, om die uit te voeren naar den vreemde onder vorm van staven. Aanleiding daartoe was de slechte stand onzer valuta.

Bij ministerieele besluiten van 3 Februari 1920 (*Staatsblad* n^o 12), 13 Februari 1920 (*Staatsblad* van 19) zijn de vergunningen voor *het hout, de pannen en schaliën voor daken* weder ingevoerd, op uitdrukkelijk verzoek van den Minister van Binnenlandsche Zaken, die dringende behoefte heeft aan dergelijke bouwstoffen voor den wederopbouw der verwoeste streken.

Bij besluit van 7 Februari 1920 (*Staatsblad* 2 Maart) is de vergunning voor *dagbladpapier* weder vereischt, naar aanleiding van stappen ondernomen door het Consortium der Belgische Drukkers, dat gewezen heeft op de ernstige moeilijkheden die de Belgische dagbladen ondervinden om de regelmatige oplage kunner bladen te verzekeren.

Bij besluit van 16 Maart 1920 (*Staatsblad* van 18) wordt de vergunning

voor *schikundige meststoffen* weder ingevoerd door bemiddeling van het Ministerie van Landbouw, dat ons ter kennis bracht hoe buitenlanders, die voortbrengselen in België opkochten onder begunstiging van hun voordeligen wisselkoers.

Bij besluit van 17 Maart 1920 (Staatsblad van 20) wordt de uitvoervergunning voor *leeg houten fusten* opnieuw vereischt.

Dit besluit werd genomen naar aanleiding van stappen gedaan door het Consortium der brouwers, door de Vereeniging van bierhandelaars en de groepeerings van de nijveraars in vetstoffen en delfstoffenoliën, die er zich allen over beklagden dat het buitenland tegen elken prijs den beschikbaren voorraad opkocht.

Alleen fusten, die voor de eigen nijverheid niet kunnen dienen, mogen uitgevoerd worden.

Bij besluit van 27 Maart 1920 (Staatsblad van 30) is de vergunning weder ingevoerd voor :

- a) *Koolzuur sodazout*, omdat in de eigen behoeften niet voorzien was;
- b) *Phosphaat*, noodzakelijke grondstof voor de bereiding van scheikundige meststoffen ;
- c) *De voortbrengselen van gedistilleerde steenkool*. Het is een dringende noodwendigheid sommige dier voortbrengselen in het land te behouden, daar ze alhier gebruikt worden als brandstof of als grondstof voor een heele reeks andere takken van nijverheid.

B. — Invoer.

Het koninklijk besluit van 11 December 1918, genomen ter uitvoering van het besluit-wet van 7 November 1918, kent aan de Regeering de macht toe om den handel met het buitenland, zoowel inzake uitvoer en doorvoer als inzake invoer, door voorschriften te regelen.

Bij ministerieel besluit van 8 Januari 1919 (Staatsblad van 13) is een heele reeks goederen, waarvan de invoer als onmisbaar erkend geworden was, vrijgesteld van vergunning.

Gezien de bijzondere omstandigheden, waarin België zich na den wapenstilstand bevond, gezien er een ongehoorde behoefte was aan stoffen van allen aard, heeft het ministerieel besluit van 29 Januari 1919 (Staatsblad van 3 en 4 Februari 1919) den invoer van alle waren of goederen, staande onder het toezicht van het Ministerie van Economische Zaken, van vergunning vrijgesteld.

Deze vrije invoer heeft geduurd tot op het oogenblik dat, Duitschland niet langer meer als vijandelijk land beschouwd wordende, de geallieerde en geassocieerde Mogendheden besloten hebben dat met dat land opnieuw economische betrekkingen konden aangeknoopt worden. Ten einde te voorkomen dat Duitschland, ten gevolge van den stand zijner valuta, België met talrijke producten zou overstroomden en aldus mededingen met of de pogingen verijdelen van de Belgische nijverheid die zich trachtte weer op te beuren, heeft een ministerieel besluit onder dagteekening van 7 Mei 1919 (Staatsblad van 12 en 13 Mei) de invoervergunning voor *alle voortbrengselen van Duitse herkomst* weder opgelegd.

Bij ministerieel besluit van 10 Juli 1919 (*Staatsblad* van 23) werd de vergunning weder geëischt voor *wapenen van allen aard en van alle herkomst*.

Zoodra bevonden werd dat de tijdelijke bescherming, verleend aan de zich weder herstellende nijverheidsbedrijven, deze genoegzaam ondersteund had om weerstand te bieden aan de Duitsche mededingers, zijn ministerieele besluiten getroffen, welke het aantal der aan vergunning onderhevige producten merklijk verminderd hebben. (Ministerieele besluiten van 15 October 1919 (*Staatsblad* van 16), van 10 Februari 1920 (*Staatsblad* van 11), van 12 Maart 1920 (*Staatsblad* van 18). Heden bestaat de verplichte vergunning alleen nog voor 12 reeksen producten :

a) *Automobielen en motorrijwielen*. — Dit zijn middelen van vervoer : als dusdanig mogen ze ingevoerd worden, doch het zijn terzelfdertijd weelder artikelen. Daarom is toezicht geboden, vooral ten aanzien van den huidige stand van den wisselkoers.

b) *Prentkaarten en druksels ten behoeve van de tabaknijverheid*. — Het vervaardigen dezer artikelen is een Duitsche specialiteit en te allen tijde is ons land daarmee overstroomd geworden. Dank zij het handhaven der vergunning, hebben de Belgische nijveraars een eenige gelegenheid aan de hand om hun voortbrengselen bij den Belgischen verbruiker bekend te maken en te doen waardeeren; daarenboven is de invoer dier artikelen geenszins van belang met het oog op den wederopbouw van het land.

c) *Aniliekleurstoffen*. — De vergunning is inzonderheid gehandhaafd ten einde de taak van de Commissie van Herstel te verlichten en ten einde te voorkomen dat woekerhandelaars zich in Duitschland kleurstoffen zouden aanschaffen op de voorraden die Duitschland aan de Geallieerden moet leveren krachtens het Vredesverdrag.

d) *Getrokken, geplet, gegoten koper, enz.* — Gelegenheid geven aan de door den bezetter verwoeste Belgische nijverheid om op haar verhaal te komen.

e) *Blanke films voor bioscoop, lichtafdrukpapier en karton, lichtbeeldplaten en films*. — België levert al deze zeer op prijs gestelde producten in voldoende hoeveelheid. De uitbreiding van dit bedrijf is ongelukkig belemmerd, doordat de meeste vreemde landen den invoer ernstige moeilijkheden in den weg leggen. De markt die, vóór den oorlog, als wereldmarkt gold, is veeleer een binnenlandsche markt geworden. Een zekere mate van bescherming was dus noodig om de Belgische belangen te vrijwaren.

f) *Speelgoed*. — Duitschland is de grootste voortbrenger van speelgoed. Sedert den oorlog trachten zeer belangrijke Belgische ondernemingen, die namelijk aan talrijke verminkten bezigheid verschaffen, aan het maken dier artikelen een groote uitbreiding te geven. Vandaar het handhaven der vergunning.

g) *Machines van al'en aard*. — Na het sluiten van den wapenstilstand, waren de Belgische machinebouwfabrieken leëg, daar de bezetter stelselmatig alle machines opgeëischt had. De nijverheidshoofden hebben ernstige pogingen aan den dag gelegd om uit hun puinen weder op te rijzen. Dank zij de hun van Regeeringswege verleende bescherming, is de uitslag niet uitgebleven.

Het verbod is verre van volledig te zijn; de invoer wordt eenvoudig onder toezicht gehouden en vergunningen worden verleend om te voorzien in alle dringende behoeften en aan de ernstige nijverheidslui voldoening te schenken.

h) *Munitie voor wapens.* — Beschermingsmaatregel getroffen in het algemeen belang.

i) *Bruggen, getimmerten en andere metalen bouwwerken.* — Deze werken bestaan uit een samenstel van profielijzers, die zonder bezwaren hier te lande kunnen ineengezet worden, waardoor bezigheid verschaft wordt aan talrijke werkkrachten.

Bij ministerieel besluit van 12 Maart 1920 (*Staatsblad* van 18) is de invoervergunning voor *zwavelzure aether* weder vereischt, op verzoek van den Minister van Financiën die vreesde dat een niet onder toezicht staande invoer stoornis zou teweegbrengen in den regelmatig afzet van den onder Staats toezicht vervaardigden nijverheidsalcohol.

Het ministerieel besluit van 7 Mei 1920 heeft de verplichte vergunning voor goederen van Duitsche herkomst alleen gehandhaafd voor de anilinekleurstoffen, het speelgoed en de machines van allen aard, gebruikt in den landbouw, met inbegrip van de losse stukken daarvan. (*Staatsblad* van 11 Mei 1920.)

2. — Kolendienst.

Deze dienst omvat drie besturen :

Het eerste bestuur behandelt de zaken van algemeen aard, houdt zich onledig met het bezorgen van steenkool aan nijveraars en particulieren, met de betrekkingen met het buitenland, verleent uitvoervergunningen, regelt de kolenlevering van Duitschland ter uitvoering van het vredesverdrag, enz.

Het tweede bestuur behandelt de technische vraagstukken (statistieken over de voortbrenging, opmaken van standaardprijzen, van de officiële prijzen der steenkolen, verschillende studiën in verband met de brandstofquaestie over 't algemeen).

Het derde bestuur bestudeert het vraagstuk van de verdeling der brandstoffen, maakt de verslagen op, bestemd voor de Commissie van Verdeling, en stelt de uitvoerings- en toezichtsmaatregelen vast, welke bij het verdeelen der kolen zullen noodig zijn.

De Kolendienst heeft zich vooral bedrijvig getoond door zijn bemiddeling bij de kolenmijmaatschappijen voor het verzenden van brandstof naar de nijveraars en de gemeenten, die geen middel hadden om daaraan te geraken.

In gemeen overleg met het Spoorwegbestuur heeft deze dienst de quaestie van het verzenden en verder zenden van steenkolen geregeld, alsmede de inbeslagneming der kolen, in voorraad opgeslagen met het doel van algemeene opkoop.

De Kolendienst heeft de vaststelling bekomen van den noodigen voorraad voor de gasfabrieken en onderzoekt, op dit oogenblik, de beperkingen die

desvoorkomend bij de verlichting zouden dienen te worden ingevoerd, met het oog op besparing van brandstof;

De Kolendienst houdt zich verder nog bezig met de overeenkomsten, gesloten met de verschillende landen, voor het leveren van steenkolen tegen teruglevering van andere goederen.

In dit verband, en in antwoord op de door de zesde Kamerafdeeling gestelde vraag, blijkt uit de door de Regeering verstrekte inlichtingen dat de kolenleveringen naar Frankrijk streng beperkt zijn tot diegene, waarvoor overeenkomsten zijn aangegaan met de Regeering der Republiek; om reden van het gebrek aan brandstof in België kan derhalve aan de mogelijkheid niet gedacht worden, de in Frankrijk aan de grens gelegen Belgische fabrieken met kolen te voorzien. De betrokken nijveraars kunnen hun deel bekomen van de Belgische leveringen, mits machtiging vanwege het « Bureau National des Charbons », afhangende van het Fransche Ministerie van Openbare Werken, gevestigd 107, boulevard Raspail, te Parijs.

VIII. — Diensten der Teruggave. De teruggavediensten zijn onderverdeeld in :

A) *Diensten voor teruggave van nijverheidstuig*, dewelke, naar luid van het wapenstilstandsprotocol, belast zijn met het opzoeken en het terugzenden van door de bezettende macht weggehaalde machines en materieel, die zich in Duitschland of in Frankrijk bevinden.

B) *Diensten voor teruggave van waarden*, dewelke, op verzoek der geteisterden, zich bezighouden met de terugbezorging der waarden, borgtochten, kunstvoorwerpen, titels, bescheiden, juweelen, en met de uitvoering der financieele bepalingen van het wapenstilstandsprotocol.

C) *Dienst van inzameling van het vee.*

A. Op 30 April 1920 hadden de diensten voor industrieele teruggave in Duitschland reeds 14,369 machines teruggevonden, wegende te zamen 77,000 ton en omvattende vanaf de kleinste machines (zoals electrische motors van 1/4 P.K.) tot volledige inrichtingen van treinen, pletterijen en electrische centrales.

De waarde van de teruggegeven machines kan moeilijk worden uitgemakt; door als grondslag fr. 1.25 per kilogram te nemen, zou de totale waarde 96,230,000 frank (koers van 1914) bedragen, wat, vermenigvuldigd met het coëfficiënt 4, de tegenwoordige waarde op 385,000,000 frank brengt.

De Belgische diensten voor teruggave in Frankrijk zijn overgegaan tot en houden zich thans nog onledig met de verzending naar België van 1,480 machines, 837 wagens en 426 locomotieven, die thans eene waarde vertegenwoordigen, welke op ten minste 23,576,000 frank wordt geschat.

In België bedraagt het geheel aantal-onderzochte en toegekende machines 12,403 met eene globale waarde van 74,434,000 frank; het onverpakt materieel bedraagt 54,561 ton, zijnde eene waarde in 1914 van 8,698,500 frank en thans van 34,794,000 frank.

De diensten voor teruggave hebben aldus de herneming van de nijverheid vruchtbaar in de hand gewerkt.

Wij vermelden, voor memorie, wat aan den spoorweg werd teruggegeven.

Op 15 April 1920 had de Intergeallieerde Commissie voor heri zamen-
deling van rollend materieel, die afhangt van het Ministerie van Econo-
mische Zaken, aan het spoorwagbestuur teruggeschouken :

Locomotieven voor goederentreinen :	1,782
Locomotieven voor reizigerstreinen :	481
Gedekte wagens :	24,001
Stortwagens :	39,642
Platte wagens :	7,873
Bijzondere wagens :	436
Tanckwagens :	411
Reizigersrijtuigen :	3,963
Pakwagens :	1,636

Ten zamen 2,263 locomotieven en 77,983 wagens en rijtuigen. De totale tegenwoordige waarde der locomotieven bedraagt bij benadering zes honderd 22,000,000 frank; die van de wagens en rijtuigen 1,413.000,000 frank.

b De diensten voor teruggave van waarden zijn overgegaan tot de terug-
gave, in haar geld; van 2.235,000,000 frank.

Aan titels, juweelen, zilverwerk, kunstvoorwerpen, wapens, enz., werd
voor 200,000,000 frank teruggegeven, buiten de talrijke handelsboeken,
dossiers, opeischingsbons, archiefstukken, wetenschappelijk materieel,
klokken, enz.

c) Dienst voor teruggave van vee.

Door het Belgische bezettingsleger in Duitschland heringezamelde oor-
logsbuit bedroeg namelijk 77 stuks rundvee en 3,133 paarden en muilezels.

Daarbij konden, krachtens het Wapenstilstandsprotocol, 66 hengsten naar
België worden teruggevoerd.

Wat aangaat de uitslagen van de uitvoering van artikel 233 van het Ver-
drag van Versailles, betreffende de gelijkwaardige teruggave, werden door
den Dienst van landbouw-herinzameling in Duitschland, tot op 5 Mei 1920
naar België teruggevoerd :

24,066 stuks rundvee
1,499 paarden
14.291 schapen
3,470 geiten
19,803 stuks pluimvee.

INSTELLINGEN AFHANGENDE VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.

I. — Dienst van nazicht en vergelding.

De voorziene uitgaven werden op artikel 233 van de buitengewone begroo-
ting uitgetrokken.

Deze Dienst houdt zich onledig met de regeling van de wederzijdsche
schulden tusschen België en Duitschland.

De Belgische Regeering heeft de wijze van vereffening der schulden tusschen België en Duitschland, voorzien bij artikel 296 van het Verdrag van Versailles, goedgekeurd.

Dit artikel bepaalt dat de schu'den, waaryan sprake, zullen vereffend worden door bemiddeling van Diensten van nazicht en vergelding. De Belgische dienst werd ingesteld bij koninklijk besluit van 5 December 1919. De leden van zijn Bestuursraad en de bestuurder werden benoemd bij koninklijk besluit van 6 December 1919 houdende bepaling van het organiek statuut van den Dienst.

Het voorbereidend werk voor de invoering van zijn taak heeft deze Dienst reeds verricht : er werd overgegaan tot de optelling der Belgische schuld-vorderingen op Duitschland. Een koninklijk besluit van 5 December 1919 verbiedt aan de personen, die schuldvorderingen op Duitse onderdanen hebben, zich rechtstreeks met hen in betrekking te stellen om er de inning van te bekomen, zoodat zij zich tot den Dienst voor vergelding moeten wenden.

II. — Secretariaat der Commissie voor Herstel.

De voorziene uitgaven op de artikelen 243 en volgende van de buitengewone begrooting zijn uitgetrokken.

Commissie voor Herstel.

De bevoegdheid en het algemeen statuut der Commissie voor Herstel worden bepaald door de artikelen 231 tot 244 van het Verdrag van Versailles.

Het inrichtingscomité van de Commissie voor herstel heeft op zijne algemeene vergadering van 9 December 1919 de inrichting en de werking van deze Commissie bepaald. Deze zal nationale instellingen en eene internationale instelling omvatten; voor elke afvaardiging zal zij de som bepalen, die haar wordt toegekend op de internationale begrooting voor de betaling harer ambtenaren. De internationale dienst omvat het algemeen secretariaat en de algemeene diensten ; bij het algemeen secretariaat behooren de volgende diensten : processen-verbaal, personeel en materieel, vertalingen, archieven en koeries, overdruk van bescheiden. De algemeene diensten worden als volgt ingedeeld : financieele dienst, zeedienst, teruggaaf en herstelling in natura, ramingen, namelijk de ramingen en bezwaren aan den eenen kant, en de ramingen der over te dragen goederen, eigendommen, waarden en schuldaandeelen, aan den anderen kant, rechtskundige diensten, studiën, inlichtingen en statistieken.

Secretariaat te Brussel van de Belgische Afvaardiging bij de Commissie voor Herstel.

Op 1 September 1919 gesticht, ontying dit Secretariaat twee algemeene zuiver onderscheiden opdrachten, die beide van het hoogste belang zijn :

1^o Het verzamelt en spoort op voor de Belgische Afvaardiging bij de Commissie voor Herstel, te Parijs, al de bescheiden en argumenten, die nuttig

kunnen zijn bij de bespreking van punten welke voorkomen op het programma van gezegde Commissie voor Herstel of welke deze moet onderzoeken.

2° Vervolgens is het een uitvoerend organisme voor de beslissingen te Parijs door de Commissie voor Herstel genomen, die in België dienen toegepast te worden zoowel door hare rechtstreeksche bemiddeling als door die van de verschillende ministerieele departementen die erbij zouden kunnen betrokken zijn.

De bijzonderste vraagstukken, door het Secretariaat te Brussel van de Belgische afvaardiging bij de Commissie voor Herstel behandeld, waren de volgende :

Kleurstoffen.

Het Secretariaat, te Brussel, van de Belgische afvaardiging bij de Commissie voor Herstel hield zich onledig met de verdeeling, onder de betrokken nijveraars, van de kleurstoffen, door Duitschland aan België geleverd krachtens het Vredesverdrag van Versailles.

Al de maatregelen van uitvoering werden genomen eerst voor de levering van 500 ton, die aan België toekwamen krachtens de overeenkomst gesloten bij vervroegde toepassing van het Vredesverdrag, vervolgens voor de verdeeling van het overschot der voorraden, die niet krachtens deze overeenkomst werden opgevorderd, en ten slotte voor de verdeeling der producten die van de normale dagelijkse voortbrenging der Duitsche fabrieken moeten genomen worden.

Deze verschillende verrichtingen geschieden met het doel tevens de belangen van de nijverheid en die der Schatkist te vrijwaren.

Artsenijkundige producten.

Dezelfde verrichtingen hadden plaats bij de verdeeling in België van de artsenijkundige producten door het Vredesverdrag toegestaan.

Gelijkwaardige teruggave.

De lijsten opgemaakt overeenkomstig paragraaf 2 van bijlage 4 van deel VIII, met betrekking tot het materieel en de bouwstoffen, voor gelijke waarde van Duitschland te eischen en voor de herstelling van de bezette gewesten, werden geheel opgemaakt door de zorgen van den dienst.

Teruggave van kunstvoorwerpen.

Verscheidene samensprekingen hadden plaats door tussenkomst van het secretariaat van de Commissie voor Herstel tussen de afvaardigingen der Belgische en Duitsche deskundigen aangaande de toepassing der eerste paragraaf van artikel 247 van het Vredesverdrag, met betrekking tot de wederoprichting van de Leuvense hoogeschool. Deze dienst hield zich nog bezig met de toepassing van de 2° paragraaf van artikel 247 betreffende de teruggave aan België van de kunstschatten, die zich in de musea van Berlijn en München bevinden, evenals met de herstelling van de inrichtingen voor hooger onderwijs (Staatshoogescholen en militaire school).

Schade.

Talrijke gevallen van schade, die niet onder toepassing vallen van 's Lands wetten, werden onderworpen aan het Secretariaat te Brussel van de Belgische Afvaardiging bij de Commissie voor Herstel, die dezelve met buitengewone aandacht heeft onderzocht. De bijzondere dienst, te dien einde opgericht, heeft ook het vraagstuk onderzocht van de raming der door België geleden schade.

Vee.

Het Secretariaat te Brussel van de Belgische Afvaardiging bij de Commissie voor Herstel hield zich onledig met de inrichting der diensten van herinzameling en ontvangst in Duitschland van den veestapel, enz., die ons moet geleverd worden krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag. Behalve de inrichting der aanwerving van het personeel, werd de hand gehouden aan de regelmatige aflevering van de noodige middelen om het heringezameld vee naar België te zenden; alzoo werden 100,000 leisels voor vee door onze zorgen naar Duitschland gestuurd.

Varia.

Onder de verschillende belangrijke vraagstukken, door de Commissie voor Herstel behandeld en waarvoor het Secretariaat te Brussel van de Belgische afvaardiging bij de Commissie voor Herstel bemiddelend optrad, dient vermeld te worden :

De inrichting der kolenleveringen aan België en Luxemburg en der vervoermiddelen, het vraagstuk der kosten van de bezettingslegers, het onderzoek van de herneming van het internationaal post-, telegraaf- en telefoonverkeer, de benutting van materieel van den wapenstilstand en van de vervoermiddelen voor kolendoorvoer door België naar Frankrijk, alsook het opstellen onzer klachten over de verliezen ter zee wegens oorlogsrisico en de verliezen der binnenvaartsche schepen, de toewijzing van de schepen waarover men het beheer heeft, het beheer van de tankbooten aan België toegewezen, het opmaken van België's schuld op 11 November 1918, het bepalen van België's rechten op de schepen door het Prijzenhof veroordeeld, het nazien van de titels die Duitschland wil verkoopen om zijne bevoorradings te verzekeren en die waartegen verzet zou kunnen aangeteekend worden en de levering door Duitschland van 250 ton haverzaad en 50 ton gerstzaad voor den Belgischen landbouw werden ook door dezen dienst bestudeerd.

TWEEDE HOOFDSTUK VAN DE BEGRUOTING.**DIENST VOOR MAATSCHAPPELIJKE KINDERHYGIËNE.**

Men heeft de vraag gesteld : Op welken grondslag worden de toelagen verleend aan de Werken voor Kinderzorg?

De wet van 5 September 1919, die het Nationaal Werk der Kindsheid inricht, bepaalt de beginselen, volgens dewelke deze toelagen worden ver-

deeld. Wat betreft de consultatiën voor zuigelingen, de melkbedeeling, de moederkeukens en de schoolmaaltijden, worden deze toelagen verdeeld op grondslag van de helft der uitgaven ten laste van den Staat, 1/4 ten laste van de provincie en 1/4 ten laste van de gemeente. Behalve de consultatie voor zuigelingen, waarvoor het niet mogelijk was een maximumtoelage per kind te voorzien, wordt voor elk der overige werken een cijfer bepaald, boven hetwelk de openbare besturen niet meer tusschenbeide komen. Voor de melkbedeeling wordt dit cijfer bepaald op fr. 0.80 per dagelijksch rantsoen; voor de moederkeukens op fr. 1.20; voor de schoolmaaltijden op fr. 0.20; voor de maaltijden aan zwakke kinderen, op 1 frank. Deze beslissingen werden genomen bij koninklijk besluit op voorstel van den Hoogen Raad der Werken voor Kinderzorg.

Volgens de beginselen, die ten grondslag dienen van de wet aan 5 September 1919, beschikken de werken over eene groote zelfstandigheid; de toelage moet hun verleend worden, zoodra zij voldoen aan de vereischten, bepaald door de wet en de regelen van toepassing van het Nationaal Werk. Volgens artikel 3 der wet zullen, voor al de werken van elk der reeksen die op het grondgebied eener zelfde plaats in werking zijn en door het Nationaal Werk werden toegelaten, dezelfde regelen gelden bij de verdeling der gelden, waarover het Nationaal Werk beschikt door giften, legaten of anderszins ten voordeele van de consultatiën voor zuigelingen, de werken tot bescherming der eerste kindsheid en de schoolkeukens.

Bij toepassing van hoogervermelde bepalingen moet dus het Nationaal Werk zich erbij bepalen, na te gaan of de werken de door de wetten, koninklijke besluiten en verordeningen gestelde voorwaarden verdienen om toegelaten te worden, en, eens toegelaten, het bedrag van de toelage te berekenen. Naar luid van hetzelfde artikel 3, zal het *Staatsblad* jaarlijks de lijst van de onder de verschillende werken verdeelde toelagen afkondigen. Het Nationaal Werk is feitelijk in werking getreden op 1 Januari 1920; vóór dezen tijd werden de toelagen verleend door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding dat thans wordt opgeruimd. De lijst van al de in den loop van 1920 verleende toelagen zal dus in het *Staatsblad* verschijnen bij den aanvang van 1921.

Bij het Ministerie van Economische Zaken werd een Dienst voor maatschappelijke kinderhygiëne gesticht.

Deze dienst is met het toezicht belast over de werking van het Nationaal Werk en over de aanwending der gelden die te zijner beschikking werden gesteld. Hij staat onder de leiding van den Minister van Economische Zaken. Hij houdt zich tevens onledig met al wat de bescherming van de kindergezondheid aanbelangt, in bestuurlijk opzicht, op elk gebied dat niet door de wet aan het Nationaal Werk werd voorbehouden.

Dit is de uiteenlopende taak van het nieuwe Departement.

Het onderscheid tusschen de tijdelijke en de bestendige diensten is niets steeds gemakkelijk te maken, en de verdeling van de credieten tusschen de gewone en de buitengewone begrooting ware, wat sommige punten betreft, voor betwisting vatbaar.

Niets belet, voor het loopende dienstjaar de voorstellen van de Regeering aan te nemen. De herziening van die verdeeling zal, aan de hand van de ondervinding, voor de volgende dienstjaren mogelijk zijn.

De Verslaggever,

A. VAN DE VYVERE.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

